vernement. Les promoteurs furent officieusement informés qu'on regardait le projet comme réalisable, mais qu'il était nécessaire de le soumettre aux capitalistes européens, afin que le gouvernement pût obtenir les meilleures conditions possibles. On sait maintenant que sir John Macdonald et M. Pope passèrent en Angleterre, où ils entrèrent en pourparlers avec plusieurs personnes de marque, et qu'enfin le syndicat canadien, renforcé par l'appui de sir John Rose, de Londres, et du baron Reinach, de Paris, parvint à s'entendre avec le gouvernement pour construire le chemin de fer du Pacifique Canadien.

Dans l'automne, sir John Macdonald étant revenu au Canada, le syndicat, représenté par M. Stephens, M. MacIntyre et M. Abbott, qu'assistèrent souvent des membres canadiens et américains, rentra en négociations, plus détaillées cette fois, avec le gouvernement. On lui soumit, préparé par M. Abbott, un projet qui servit de base aux négociations futures et dont l'ensemble constitua le contrat accepté provisoirement. Après deux mois de discussions suivies, le contrat fut signé, en octobre, 1880. On convoqua spécialement le parlement, afin que la question de la construction du chemin de fer pût être décidée à temps pour pousser vigoureusement les travaux au printemps. La législation requise fut menée à bonne fin, la compagnie incorporée, et le contrat définitivement signé le 17 février, 1881. Immédiatement après, M. Stephens, M. MacIntyre, M. Angus et M. Abbott se rendirent en Angleterre, pour y compléter les arrangements nécessaires à la compagnie. Les membres du syndicat furent élus directeurs de la compagnie, dont M. Abbott fut reconnu conseiller permanent. Depuis lors jusqu'à la complétion du chemin, il prit une part active à toutes les transactions, y compris la partie financière, s'occupant toujours des questions légales, et régla toutes les combinaisons d'achats de chemins déjà construits. En fait, quoiqu'il ne fût pas actionnaire, — une loi du parlement ne le lui permettant pas, — il prit le même intérêt à l'entreprise que s'il eût fait partie du syndicat.

Durant ce temps, quoiqu'il continuât d'être membre du parlement, il évita scrupuleusement d'agir en sa qualité d'homme politique en toute chose qui concernait le chemin de fer du Pacifique, ne votant et ne parlant jamais lorsqu'il en était question devant la chambre. Pendant quelque temps, on l'excusa de ne pas voter, sur sa déclaration qu'il était intéressé dans la compagnie. Mais, comme il ne pouvait pas dire, en fin de compte, qu'il eût des intérêts pécuniaires directs